

P.2 **Faure Gnassingbé au
World Nuclear Symposium 2026 :
LE TOGO PORTE LA VOIX
DE L'AFRIQUE NUCLEAIRE**



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



TOGOREVEIL



Le pari d'une actualité qui réveille

TR 677 du 14 Septembre 2026



LE TOGO FACE AU CHOC PETROLIER MONDIAL

Entre subventions coûteuses, flambée des prix et menace inflationniste, la résilience nationale se joue désormais dans la diversification énergétique et la protection des plus vulnérables

P.2



Rentrée scolaire 2026 2027 :

**LE TOGO MISE SUR
L'EQUITE AVEC PLUS
DE 150 000 FILLES
BENEFICIAIRES DE
KITS SCOLAIRES** P.4

Rentrée scolaire 2026 2027 au Togo:

**PLUS DE 3,5 MILLIONS D'ELEVES
ET UNE ECOLE EN MUTATION** P.4

■ **Après 36 jours de détention au Togo: P.7**
**LE TEMOIGNAGE DU REALISATEUR FRANÇAIS
GAËL MOCAËR QUI REEQUILIBRE**

■ **Commerce du pagne à Lomé** P.7

**LA CCI-TOGO SOLLICITEE POUR REPENDRE
AUX PREOCCUPATIONS DES GROSSISTES**

■ **Une autre carte du monde :**
**DE LA REPRESENTATION A LA PERCEPTION,
ET DE LA PERCEPTION AUX CONSEQUENCES
ECONOMIQUES EN AFRIQUE ET AU TOGO**
Par Koffi SODOKIN, Professeur, Maître de
Conférences à l'Université de Lomé P.10-11

Climat et finance en Afrique :
LANCEMENT À LOMÉ DE P.6
L'ADAPTATION FINANCE ACADEMY
(AFA) POUR FORMER LA RELÈVE
DES EXPERTS DU CONTINENT



**Scolarisation dans
les Savanes :** P.5

**LE SÉNATEUR NOËL DE POUKN
APPORTE SON SOUTIEN À 37
ETABLISSEMENTS SCOLAIRES**

Faure Gnassingbé au World Nuclear Symposium 2026 :

LE TOGO PORTE LA VOIX DE L'AFRIQUE NUCLEAIRE



Le Président du Conseil de la République du Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, a marqué de son empreinte le World Nuclear Symposium 2026. Dans un discours fort et visionnaire, prononce le 10 septembre 2026 à Londres, il a plaidé pour un « véritable partenariat » entre l'Afrique et les acteurs mondiaux du nucléaire, affirmant que le continent ne demande pas seulement une technologie mais une

coopération équitable et durable.

L'Afrique au cœur du débat nucléaire mondial

Le thème du symposium, « De l'ambition à l'action », a trouvé un écho particulier dans l'intervention du dirigeant togolais. Il a rappelé que l'Afrique, confrontée à des besoins immenses en matière de développement, d'industrialisation,

de santé et de numérique, ne pourra relever ces défis sans une énergie fiable et abondante. Les petits réacteurs modulaires et les microréacteurs apparaissent comme des solutions adaptées au contexte africain, mais leur déploiement exige des institutions solides, une main d'œuvre qualifiée, un cadre réglementaire prévisible et surtout des financements à long terme.

Le Togo, pionnier africain du nucléaire responsable

Faure Gnassingbé a mis en avant les avancées du Togo dans la préparation à l'utilisation pacifique et sûre des technologies nucléaires. Membre de l'AIEA depuis 2012, le pays a créé en janvier 2025 son Commissariat à l'énergie atomique et signé récemment un nouveau cadre de coopération avec l'agence internationale. Ces initiatives traduisent une volonté claire : inscrire le nucléaire dans une stratégie nationale de sécurité énergétique et de développement durable.

Un message fort : partenariat et financement

Le Président du Conseil a insisté sur la nécessité de passer des recommandations à la mise en œuvre. Pour lui, l'Afrique offre un marché et une vision de son avenir énergétique, mais elle a besoin de partenaires capables d'accompagner

cette ambition par des financements adaptés et une coopération équilibrée. En annonçant l'adhésion du Togo à la Déclaration visant à tripler la capacité nucléaire mondiale d'ici 2050, il a placé son pays dans la dynamique globale de transition énergétique.

Lomé, capitale nucléaire africaine en 2027

Moment fort de son intervention, Faure Gnassingbé a annoncé que le Togo accueillera du 1er au 3 juin 2027 la 3^e édition du Nuclear Energy Innovation Summit for Africa (NEISA). Après Kigali en 2026, Lomé sera le nouveau centre de gravité du débat nucléaire africain. Cette annonce illustre la volonté du Togo de jouer un rôle moteur dans la construction d'une Afrique nucléaire innovante, tournée vers l'industrialisation et le développement. La participation de Faure Gnassingbé au World Nuclear Symposium 2026 dépasse le cadre d'un simple discours. Elle incarne la montée en puissance du Togo comme acteur crédible du nucléaire responsable et la détermination de l'Afrique à transformer son ambition énergétique en réalité. En portant la voix du continent et en annonçant l'organisation du NEISA 2027 à Lomé, le Togo se positionne comme un pont stratégique entre l'Afrique et la renaissance nucléaire mondiale.

Germain POULI

LE TOGO FACE AU CHOC PETROLIER MONDIAL

Entre subventions coûteuses, flambée des prix et menace inflationniste, la résilience nationale se joue désormais dans la diversification énergétique et la protection des plus vulnérables

La crise énergétique mondiale née des tensions dans le détroit d'Ormuz en 2026 agit comme un révélateur brutal des fragilités des économies dépendantes des importations d'hydrocarbures. Pour le Togo, ce choc n'est pas seulement une question de prix à la pompe : il met en lumière les limites budgétaires de l'État, la pression sur le pouvoir d'achat des ménages et l'urgence de bâtir une stratégie énergétique plus autonome. Entre arbitrages budgétaires, protection sociale et diversification des sources d'énergie, la résilience nationale se joue désormais bien au delà des subventions.

Un choc mondial qui atteint le Togo

Les tensions autour du détroit d'Ormuz en 2026 ont ravivé les inquiétudes sur l'approvisionnement mondial en pétrole et provoqué une forte volatilité des cours. A cela s'ajoutent la hausse du fret et les fluctuations du dollar, qui renchérissent le coût des importations énergétiques. Pour le Togo, comme pour plusieurs pays ouest-africains



dépendants des hydrocarbures importés, le choc était difficile à éviter. Mais une question s'impose : comment protéger les populations face à une crise que l'État ne maîtrise pas ?

Les subventions, un bouclier coûteux

Pendant plusieurs mois, le gouvernement togolais a absorbé une partie de la hausse grâce aux subventions. Cette politique a permis de limiter l'impact immédiat sur le pouvoir d'achat. Mais le 27 mai 2026, les prix ont été réajustés. Le super sans plomb est passé de 680 à 725 FCFA le litre et le gasoil de 695 à 750 FCFA. Cette décision traduit une réalité : les subventions peuvent amortir un choc, mais elles ne peuvent pas nécessairement le supporter

indéfiniment. Le maintien des subventions constitue-t-il une preuve de résilience ou révèle-t-il au contraire les limites budgétaires de l'État ? L'Etat doit-elle encore réajuster les coûts à la pompe ?

Une situation qui n'exempte aucun pays de la sous-région

Le Togo n'est pas le seul pays à avoir réagi à la hausse des cours. Le Bénin a porté son essence à 725 FCFA et son gasoil à 750 FCFA dès mai. Le Mali a appliqué des prix beaucoup plus élevés, tandis que la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont également procédé à des hausses au cours de l'été. Ces différences montrent que chaque État doit arbitrer entre protection des consommateurs et soutenabilité budgétaire. Faut-il maintenir les prix bas le plus

longtemps possible ou accepter progressivement la hausse pour préserver les finances publiques ?

Au-delà du carburant, le risque inflationniste

Le carburant influence directement les coûts du transport, de la production agricole, de l'industrie et de la distribution. Une hausse à la pompe peut donc rapidement se transmettre aux prix des produits de consommation. Le véritable enjeu est alors plus large : comment éviter qu'un choc pétrolier ne devienne un choc sur l'ensemble du coût de la vie ?

Qui doit payer le coût de la crise ? La question est donc celle du partage de l'effort

L'Etat, les entreprises et les

consommateurs sont tous concernés. Si l'Etat subventionne massivement, ses finances sont mises sous pression. Si les consommateurs supportent toute la hausse, leur pouvoir d'achat diminue. Les entreprises, elles, doivent composer avec des coûts de transport et de production plus élevés. Comment protéger les ménages les plus vulnérables sans subventionner indistinctement tous les consommateurs ?

Une nouvelle stratégie à construire

La question centrale reste donc posée face à cette crise : comment transformer une dépendance aux hydrocarbures en une économie plus autonome et plus résiliente face aux crises énergétiques mondiales ? Cette crise dans le détroit d'Ormuz montre que la résilience ne se mesure pas uniquement au prix du carburant. Elle dépend aussi de la solidité des finances publiques, de la capacité à protéger les plus vulnérables et surtout de la réduction progressive de la dépendance énergétique. Le Togo doit désormais tirer les leçons de cette crise : mieux anticiper les chocs, diversifier davantage ses sources d'énergie à partir des centrales solaires comme celle de Blitta et renforcer les mécanismes de protection sociale.

Togoreveil

L'AFRIQUE FACE AUX CRISES PETROLIERES :

LE DILEMME DES SUBVENTIONS ET DU REAJUSTEMENT DES PRIX

Lorsqu'une crise pétrolière éclate, les gouvernements africains sont rapidement confrontés à un choix difficile : répercuter la hausse internationale sur les consommateurs ou utiliser les finances publiques pour maintenir les prix à la pompe.

Subventionner pour protéger les ménages

La subvention apparaît alors comme un mécanisme de protection. Elle permet de limiter la hausse du carburant, de préserver temporairement le pouvoir d'achat et d'éviter une transmission brutale du choc aux prix du transport et des produits de première nécessité. Mais cette protection a un coût. L'État ne supprime pas la hausse du pétrole : il en prend une partie à sa charge.

Le coût budgétaire de la subvention

Pour les économies africaines disposant de marges budgétaires limitées, maintenir durablement les prix du carburant devient difficile. Les sommes consacrées aux subventions peuvent atteindre des niveaux importants et réduire les ressources disponibles pour d'autres priorités : santé, éducation, infrastructures ou investissements productifs. La question économique est donc simple, mais difficile à résoudre : combien de temps un État peut-il continuer à subventionner le carburant sans fragiliser ses finances publiques ?

Le réajustement devient parfois inévitable

Lorsque le coût de la subvention devient trop important, les gouvernements finissent généralement par réajuster les prix. C'est une décision socialement sensible, car elle entraîne immédiatement une hausse du coût du transport et peut alimenter l'inflation.



Mais elle peut aussi permettre de restaurer progressivement l'équilibre budgétaire et d'éviter que la subvention ne devienne une charge permanente. Le réajustement des prix n'est donc pas nécessairement un échec de la politique économique. Il peut être le signe qu'un gouvernement cherche à adapter ses dépenses à ses capacités réelles.

Le cas du Togo

Le Togo illustre ce dilemme. Pendant plusieurs mois, l'État a absorbé une partie de la hausse internationale grâce aux subventions avant de procéder, le 27 mai 2026, à un réajustement des prix. Le super sans plomb est passé de 680 à 725 FCFA le litre et le gasoil de 695 à 750 FCFA. Ce choix permet de poser une question essentielle : le Togo aurait-il dû maintenir les subventions plus longtemps ou procéder plus tôt à un réajustement ? La réponse dépend moins du niveau absolu

du prix que de la capacité de l'État à financer durablement cette politique.

Subventionner tout le monde ou protéger les plus vulnérables ?

Une autre question économique se pose : la subvention généralisée est-elle réellement la meilleure politique sociale ? Les ménages qui possèdent plusieurs véhicules ou consomment beaucoup de carburant bénéficient mécaniquement davantage d'un prix artificiellement bas. À l'inverse, les ménages les plus pauvres peuvent bénéficier moins directement de cette politique. Une stratégie alternative consisterait à laisser progressivement les prix refléter les coûts réels tout en renforçant les aides ciblées destinées aux ménages vulnérables.

Le véritable enjeu pour l'Afrique

Les crises pétrolières montrent finalement

les limites d'une politique fondée uniquement sur les subventions. A court terme, elles jouent un rôle d'amortisseur. A long terme, elles peuvent devenir trop coûteuses. Le réajustement des prix permet alors de rétablir une partie de l'équilibre, mais il doit être accompagné de mesures destinées à limiter son impact sur les ménages et les secteurs productifs.

Pour les économies africaines, la véritable stratégie de résilience devrait donc reposer sur trois piliers : des subventions temporaires et ciblées, des finances publiques soutenables et une réduction progressive de la dépendance aux hydrocarbures importés. La question n'est finalement pas de choisir entre subvention et réajustement. Elle est de savoir quand subventionner, quand ajuster et comment protéger les populations pendant la transition

Patrick NIMA

Rentrée scolaire 2026 2027 au Togo:

PLUS DE 3,5 MILLIONS D'ELEVES ET UNE ECOLE EN MUTATION



La rentrée scolaire 2026 2027 marque un tournant majeur pour le système éducatif togolais. Avec près de 3,5 millions d'élèves attendus dans les classes, le pays fait face à une pression démographique considérable, mais aussi à une opportunité historique : transformer l'école en levier de développement économique et social.

Une rentrée sous le signe de la croissance des effectifs

Jamais le Togo n'avait accueilli autant d'élèves dans ses établissements publics et privés. Cette hausse traduit à la fois les efforts soutenus en matière de scolarisation universelle et l'évolution des mentalités, qui placent désormais l'éducation au cœur des priorités nationales. Plus de 150 000 filles ont bénéficié

de kits scolaires distribués dans le cadre du projet SWEDD+, confirmant l'engagement du pays en faveur de l'égalité des chances.

Diversification des filières et innovations pédagogiques

Au delà des chiffres, cette rentrée se distingue par des innovations majeures notamment les Classes Métiers introduites dès le cours moyen pour rapprocher les élèves

des réalités professionnelles et favoriser l'orientation vers des métiers porteurs. La multiplication et l'installation dans toutes les régions des Lycées scientifiques conçus pour renforcer la formation en mathématiques, sciences et technologies, ils visent à préparer une nouvelle génération de chercheurs, ingénieurs et innovateurs. A cela s'ajoute la Diversification des filières : l'enseignement technique et professionnel est davantage valorisé, afin de répondre aux besoins du marché du travail et réduire le chômage des jeunes diplômés.

L'école comme moteur de résilience nationale

Ces réformes traduisent une volonté claire : faire de l'école non seulement un lieu de transmission du savoir, mais aussi un outil stratégique de développement. En diversifiant les filières et en renforçant les sciences, le Togo prépare ses élèves à relever les défis économiques, technologiques et sociaux de

demain.

Une dynamique régionale et internationale

Le Togo s'inscrit dans une tendance régionale où plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest investissent massivement dans l'éducation. Mais il se distingue par son accent sur la formation scientifique et technique, ainsi que par ses initiatives ciblées pour les filles, qui renforcent son image de pionnier en matière d'égalité et d'innovation éducative. La rentrée scolaire 2026 2027 au Togo n'est pas seulement une rentrée de plus : c'est une étape décisive vers une école transformée, capable de former des citoyens autonomes, des professionnels qualifiés et des innovateurs. Avec 3,5 millions d'élèves et des réformes ambitieuses, le pays affirme que l'éducation est bien le premier moteur de son développement.

Patrick NIMA

Rentrée scolaire 2026 2027 :

LE TOGO MISE SUR L'EQUITE AVEC PLUS DE 150 000 FILLES BENEFICIAIRES DE KITS SCOLAIRES



La rentrée scolaire 2026 2027 s'ouvre sous le signe de l'équité et de l'inclusion. Le gouvernement togolais a lancé, le 9 septembre à Blitta Gare, la deuxième édition de la campagne nationale de distribution de kits scolaires au profit des élèves filles du primaire, des collèges et des lycées publics des zones les plus vulnérables. La cérémonie, présidée par Mme Sandra Ablamba Johnson au nom du Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, a réuni plusieurs membres du gouvernement ainsi que des représentants de la Banque mondiale et de l'UNFPA.

Une campagne nationale d'envergure

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet SWEDD+ Togo, financé par la Banque mondiale à hauteur de 82,5 millions USD, soit environ 27,5 milliards FCFA. Après une première édition en 2025 qui avait permis de toucher plus de 101 000 filles dans 782 localités, la campagne 2026 2027 vise désormais 150 000 bénéficiaires réparties dans 1 500 localités sélectionnées selon des critères de vulnérabilité multidimensionnelle. Au delà des fournitures classiques,

l'accent est mis sur l'excellence. Les meilleures élèves aux examens nationaux (CEPD, BEPC et BAC 1) ont reçu des distinctions spéciales, notamment des sacs équipés de panneaux solaires et de lampes d'éclairage fabriqués au Togo, symboles d'encouragement et de mérite.

L'éducation des filles au cœur des priorités nationales

Pour le ministre de l'Éducation nationale, Mama Omorou, cette action traduit le premier axe stratégique du secteur : garantir l'équité d'accès. Il a rappelé

que chaque fille inscrite doit pouvoir progresser et réussir. La représentante de la Banque mondiale, Mme Marie Chantal Uwanyiligira, a salué l'engagement du Togo, affirmant que l'éducation des filles est une priorité sage et que l'institution restera aux côtés du pays dans ce processus. Mme Sandra Ablamba Johnson a souligné que l'investissement dans l'éducation des filles est un levier de transformation sociale. Elle a mis en avant les réformes déjà engagées dans la Feuille de route gouvernementale 2020 2025 : gratuité des frais de scolarité au primaire et au secondaire

public, gratuité des examens, cantines scolaires, assurance maladie scolaire et construction d'infrastructures. Ces efforts portent leurs fruits, avec un taux net de scolarisation des filles au primaire de 98,54 % contre 97,07 % pour les garçons, et un taux d'achèvement de 90,48 % pour les filles contre 87,19 % pour les garçons.

SWEDD+ : un projet global au service de l'égalité

Le projet SWEDD+ dépasse la simple distribution de kits scolaires. Il inclut la délivrance d'actes de naissance, la dotation de cliniques mobiles et d'équipements médicaux modernes, la fourniture de matériels agricoles aux groupements féminins, la mise en œuvre de programmes de formation professionnelle courte pour les jeunes filles et l'aménagement de maisons d'entrepreneuriat et d'écoute. Avec cette deuxième vague de kits scolaires, le Togo réaffirme sa volonté de faire de l'égalité des chances une réalité concrète. En ciblant les filles issues des familles les plus vulnérables, le pays démontre que l'éducation est au cœur de sa stratégie de développement et qu'elle constitue le premier levier de mobilité sociale et de transformation nationale.

Gerard EYOU

Rentrée scolaire 2026-2027

LE TOGO LANCE LES «CLASSES-METIERS» DES LE COURS MOYEN

Pour rapprocher les Elèves des Réalités Professionnelles

La rentrée scolaire 2026-2027 s'annonce avec plusieurs réformes. Le ministère de l'Éducation nationale prévoit notamment l'instauration des «Classes-Métiers» dès le Cours Moyen, ainsi que dans les collèges et lycées scientifiques. Il s'agit de rapprocher progressivement la formation scolaire des réalités du monde professionnel.

Des «Classes-Métiers» pour initier aux compétences pratiques

Le dispositif doit débuter dès le Cours Moyen et se poursuivre dans le secondaire, en particulier dans les lycées scientifiques. Selon le ministère de l'Éducation nationale, cette orientation vise à initier plus tôt les apprenants à des compétences pratiques et à favoriser une meilleure connaissance des métiers.

« Cette orientation s'inscrit dans la volonté des autorités d'adapter l'école aux besoins du monde professionnel. Elle doit permettre de compléter les enseignements classiques par une approche davantage tournée vers



la pratique, les savoir-faire et la découverte des secteurs d'activité », a indiqué le ministère.

FabLabs et renforcement du contrôle du privé

D'autres chantiers sont annoncés pour

cette année scolaire. Le ministre de l'Éducation nationale, Mama Omorou, prévoit d'accélérer le déploiement des FabLabs éducatifs et des centres régionaux d'innovation technologique. Ces espaces doivent permettre aux apprenants de se familiariser avec des technologies telles que l'intelligence artificielle, la robotique et

l'impression 3D.

Le volet enseignement privé est également concerné. Une Direction des Enseignements Privés sera créée afin de renforcer le suivi et le contrôle des établissements privés, qu'ils soient laïcs ou confessionnels.

Une semaine de préparation pour les enseignants

Ces annonces ont été faites lors d'une retraite réunissant les principaux acteurs du système éducatif à Atakpamé, dans la région des Plateaux. La rencontre a permis de dresser le bilan de l'année écoulée et de définir les grandes orientations pour 2026-2027.

Avant la rentrée des élèves, les enseignants, inspecteurs et conseillers pédagogiques consacrent la semaine du 7 septembre à des travaux préparatoires. Des formations sont également prévues autour de plusieurs modules pédagogiques et de la prise en main de nouveaux outils d'enseignement.

Togoreveil

Rentrée scolaire 2026 2027

L'OPERATION « RENTREE SCOLAIRE SURE » REACTIVEE



À l'approche de la rentrée scolaire prévue le 14 septembre 2026, le gouvernement togolais confirme la reconduction du dispositif « Rentrée scolaire sûre » lancé pour la première fois en 2025 2026. Cette initiative vise à garantir aux élèves, aux enseignants et à l'ensemble de la communauté éducative un environnement sécurisé et propice aux apprentissages. Cette nouvelle édition se distingue par un

renforcement des mesures. Les forces de sécurité seront mobilisées de manière coordonnée autour des établissements scolaires et des principaux points de rassemblement. L'objectif est de surveiller les zones à risque, de réguler la circulation pour réduire les embouteillages et les accidents, mais aussi de prévenir la petite délinquance et les actes de nuisance aux abords des écoles. Le dispositif inclut des actions de sensibilisation

à l'endroit des élèves, des parents, des conducteurs et des riverains. Une attention particulière est accordée à la prévention des violences, des incivilités, des agressions et des attroupements susceptibles de perturber la vie scolaire. Les autorités locales seront davantage impliquées et des mesures spécifiques viseront la lutte contre la circulation et la consommation de stupéfiants aux abords des établissements. La sensibilisation portera également sur

l'usage responsable du numérique, notamment le respect de la réglementation nationale concernant l'utilisation des téléphones dans l'enceinte scolaire.

La réussite de cette opération repose sur une collaboration étroite entre les forces de sécurité, les acteurs de l'éducation, les services de santé et les autorités locales et administratives. Cette approche intégrée permet de tirer les enseignements de la première édition et d'adapter le dispositif aux différents risques pouvant affecter la rentrée scolaire.

Dans un communiqué publié le 11 septembre 2026, le gouvernement appelle l'ensemble des acteurs concernés à faire preuve de vigilance, de responsabilité et de civisme afin de contribuer à une rentrée scolaire sûre et sereine. En cas d'urgence, les populations peuvent contacter le 1014 pour le Centre national de commandement unifié, le 118 pour les sapeurs pompiers et le 170 pour l'Agence nationale de la protection civile.

À travers cette opération, les autorités veulent créer les conditions d'une rentrée placée sous le signe de la sécurité, de la tranquillité et de la protection de la communauté éducative, tout en souhaitant aux élèves et aux enseignants une excellente année scolaire 2026 2027.

Togoreveil

Scalarisation dans les Savanes :

LE SÉNATEUR NOËL DE POUKN APPORTE SON SOUTIEN À 37 ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

Le vendredi 11 septembre 2026, la cour du lycée de Barkoissi, dans la région des Savanes, a été le théâtre d'un acte de solidarité exemplaire. Le Sénateur Noël De Poukn a remis un don d'une valeur de près de 5 millions FCFA destiné à soutenir les élèves et les établissements scolaires des préfectures de l'Oti 1 et de l'Oti 2.

Un appui concret aux établissements scolaires

Au total, 37 établissements scolaires ont bénéficié de cette initiative, dont 20 dans l'Oti 1 et 17 dans l'Oti 2. Le don comprenait des fournitures essentielles telles que des craies blanches et de couleur, des rames de papier, des ensembles géométriques, des stylos, des cahiers de 100 et 200 pages, ainsi que des vélos pour les apprenants des deux sexes. Ce geste vise à améliorer les conditions d'apprentissage et à encourager la poursuite des études dans un contexte souvent marqué par des difficultés matérielles.

Promouvoir l'excellence et l'égalité des chances

Le Sénateur a insisté sur le caractère inclusif de son action, orientée vers les élèves méritants et ceux issus de familles démunies. Pour lui, soutenir l'école revient à investir directement dans l'avenir de la région et du pays. Il a rendu hommage aux enseignants des Savanes pour leur engagement quotidien et leur rôle déterminant dans la formation de la relève.

Un engagement aux côtés du gouvernement

Noël De Poukn a affirmé que son initiative s'inscrit dans la continuité des efforts du gouvernement togolais sous l'impulsion du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. « L'engagement et la détermination du Président du Conseil en faveur de nos apprenants n'est plus à démontrer, c'est pourquoi nous devons aussi le soutenir en

faisant notre part », a-t-il déclaré.

Un message à la jeunesse

Au delà du don matériel, le Sénateur a profité de cette rencontre pour échanger avec les élèves sur les défis actuels, notamment l'usage des réseaux sociaux. Il les a exhortés à plus de discipline et de concentration sur leurs études, rappelant que « c'est à travers vos études que vous pourriez assurer la relève de demain ». Il a également invité

les bénéficiaires à faire bon usage des fournitures reçues et à traduire ce soutien par de bons résultats scolaires.

Une démarche saluée par les enseignants

Les enseignants présents ont exprimé leur gratitude, soulignant la constance du Sénateur dans son appui aux écoles et aux apprenants de la région. Pour eux, Noël De Poukn est une référence en matière

de générosité et de vision, engagé depuis plusieurs années dans des actions sociales et éducatives.

À travers ce geste, le Sénateur Noël De Poukn confirme son profil d'acteur du développement communautaire. En plaçant l'éducation au cœur de son engagement, il traduit une conviction forte : la construction de la relève des Savanes passe par l'accompagnement de sa jeunesse et la promotion de l'excellence scolaire.

Gerard EYOU



Climat et finance en Afrique :

LANCEMENT À LOMÉ DE L'ADAPTATION FINANCE ACADEMY (AFA) POUR FORMER LA RELÈVE DES EXPERTS DU CONTINENT



Face à l'amplification des chocs climatiques et au manque d'expertise locale pour capter les financements internationaux, l'Adaptation Finance Academy (AFA) a été officiellement présentée lors d'une conférence de presse à Lomé. Institut privé d'enseignement supérieur d'excellence en finance climat, l'AFA est officiellement accréditée par le Ministère délégué chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du Togo. Cette académie pionnière à vocation panafricaine ambitionne de former sur le continent une nouvelle génération de professionnels capables de mobiliser les ressources financières nécessaires à la lutte contre le changement climatique.

Un constat alarmant : la rareté

des compétences locales

Malgré l'abondance de ressources et de talents en Afrique, le continent peine à mobiliser de manière autonome les fonds internationaux dédiés au climat. Lors de la présentation, Mme Sandra Freitas, fondatrice de l'AFA et PDG du cabinet *Sustainable Solutions for Africa* (SSA), est revenue sur la genèse du projet. Ancienne cadre du Fonds Vert pour le Climat le plus grand fonds multilatéral mondial pour le climat, elle a rappelé un constat édifiant : « 85 % des ressources allouées par le Fonds Vert pour le Climat ont transité par des organisations internationales, contre seulement 15 % pour les institutions des pays du Sud ». La cause principale réside dans le déficit d'experts locaux maîtrisant la structuration et

la mobilisation des financements concessionnels.

Ce constat a motivé la création de SSA en 2021, structure qui a déjà permis d'accompagner la mobilisation de près de 800 millions de dollars de financements pour le climat en Afrique. Pour pérenniser ces actions, la création d'un institut d'enseignement supérieur agréé s'est imposée comme une évidence.

Dr Elidaa DAKU : « Une réponse concrète aux exigences des bailleurs internationaux »

Pour le Directeur de l'AFA, le Dr Elidaa DAKU, le positionnement de l'académie répond directement à la complexité des exigences formulées par les mécanismes de financement mondial.

« Accéder aux fonds climatiques internationaux ne relève pas de

la simple intention politique ou diplomatique ; cela exige une rigueur technique et scientifique irréprochable », a souligné le Dr Elidaa DAKU. « Notre mission au sein de l'AFA est de doter les professionnels africains des outils méthodologiques indispensables pour monter des projets bancables, capables de convaincre les comités d'approbation des plus grands bailleurs mondiaux. L'Afrique doit cesser d'être une simple spectatrice des flux financiers pour devenir un acteur clé de la structuration de ses propres projets de résilience. »

Des parcours de Licence professionnelle spécialisés

Afin de répondre précisément aux besoins du marché du travail international, l'AFA déploie des parcours de Licence professionnelle structurés autour de trois grands domaines d'expertise :

- Finance Climat et Développement Durable : Mobilisation de fonds internationaux (GCF, FA...), structuration de projets, gestion des risques climatiques et analyse de politiques durables.
- Gestion des Investissements Climatiques : Investissement durable, critères ESG, finance verte, marché carbone, due diligence climat et gestion de portefeuilles à neutralité carbone.
- Économie & Politiques Climatiques : Modélisation économique, évaluation des politiques publiques (CDN, PNA), partenariats public-privé et gouvernance climatique en Afrique.

Un cadre académique rigoureux et sélectif

L'AFA se distingue par une offre académique de haut niveau adaptée aux standards internationaux :

- Diplômes reconnus par l'État togolais et formation bilingue (Français / Anglais).
- Corps professoral composé d'enseignants-chercheurs et d'experts internationaux.
- Stage professionnel obligatoire de 6 mois garantissant une immersion directe sur le terrain.
- Effectifs très sélectifs avec une promotion limitée à 30 étudiants par spécialité pour assurer un suivi personnalisé.
- Débouchés professionnels tournés vers les institutions nationales et internationales.

Une ambition panafricaine portée depuis le Togo

Alors que les rapports environnementaux soulignent le dépassement des seuils de température fixés par l'Accord de Paris et l'augmentation des événements climatiques extrêmes (canicules, inondations), l'Afrique doit rapidement renforcer ses capacités de résilience. Grâce à l'AFA, le Togo se positionne comme un hub régional de formation d'excellence au service du développement durable sur le continent.

Informations pratiques &

Contacts AFA :

Téléphones : (+228) 22 21 75 67 / 70 45 15 15

Courriel : contact@afa.tg

Africube
LE BON GOÛT
DE CHEZ NOUS!

Le 1^{er} bouillon
100% naturel
100% local

WWW.AFRICUBE.TG

Après 36 jours de détention au Togo:

LE TEMOIGNAGE DU REALISATEUR FRANÇAIS GAËL MOCAËR QUI REEQUILIBRE

Après plus d'un mois de détention au Togo, le réalisateur français Gaël Mocaër livre un récit qui apporte un éclairage nouveau sur une affaire largement médiatisée et suivie par les chancelleries. Contrairement aux descriptions alarmistes relayées dans certains médias, le documentariste évoque des conditions qu'il juge « tout à fait acceptables », avec un personnel attentif et une organisation permettant de préserver un minimum de confort et de dignité.

Un épisode très médiatisé

Arrêtés le 27 juillet 2026 lors du tournage de l'émission Les Routes de l'impossible, Gaël Mocaër, son collègue Sebastian Perez Pezzani et leur collaborateur togolais Fred Vedomey avaient été poursuivis pour « fausses déclarations ». Leur libération provisoire, intervenue le 1er septembre, a permis aux deux ressortissants français de quitter le territoire. Le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères avait exprimé son « grand soulagement », confirmant sa

mobilisation diplomatique.

Un témoignage direct qui rééquilibre le récit

Interrogé après sa libération, Gaël Mocaër insiste sur le fait que sa détention, bien que difficile par nature, n'a pas été marquée par des sévices ou des traitements dégradants. Il décrit des gardiens attentifs, un commandant de camp soucieux de leur bien être et la possibilité d'organiser leur quotidien : commander des repas, accéder à des produits d'hygiène et préserver une certaine dignité. Selon lui, le placement dans une structure relevant des forces de sécurité, plutôt qu'en prison civile, a constitué une mesure favorable dans le contexte de leur dossier.

Diplomatie et défense décisives

Le réalisateur souligne le rôle déterminant de la diplomatie française et de son avocat, Me Martial Akakpo, dans le dénouement de l'affaire. L'ambassadeur de France au Togo et les autorités françaises

se sont pleinement mobilisés pour obtenir une issue favorable. La défense a accompagné la procédure jusqu'à la décision de mise en liberté provisoire, confirmée début septembre.

Une affaire sensible mais apaisée

Cette affaire, survenue dans un contexte sécuritaire délicat dans le nord du Togo, avait suscité une forte mobilisation internationale, notamment de Reporters sans frontières. Mais son dénouement illustre la capacité des mécanismes judiciaires et diplomatiques à éviter une rupture majeure entre Lomé et Paris. Le témoignage de Gaël Mocaër apporte une nuance importante : il rappelle que la fermeté d'un État dans l'application de ses procédures peut coexister avec le respect de la dignité humaine et le dialogue diplomatique.

Au delà des controverses initiales, les 36 jours de détention de Gaël Mocaër au Togo se terminent par un récit qui mérite d'être entendu. En saluant le comportement du personnel chargé de sa surveillance



et l'action de la diplomatie française, le réalisateur contribue à donner de cette affaire une image plus complexe que celle d'un simple affrontement. Son témoignage rappelle qu'entre émotion médiatique et réalité vécue,

il existe parfois une différence essentielle : celle que seule la parole du principal intéressé peut révéler.

Germain POULI

Commerce du pagne à Lomé

LA CCI-TOGO SOLLICITEE POUR REpondre AUX PREOCCUPATIONS DES GROSSISTES



La filière du pagne traverse des zones de turbulence. Le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo, CCI-Togo, Dr José Kwassi SYMENOUEH, a reçu en début de semaine à Lomé les responsables de l'Association de Protection du Commerce de Pagnes HiTarget et Pagnes Similaires, APCPHPS.

Conduite par sa Présidente Exécutive, Mme Annie Dansou, et sa Présidente d'Honneur, l'Honorable Sabine Gruner, la délégation est venue exposer les difficultés rencontrées par les opérateurs du secteur.

Concurrence, fiscalité et espaces commerciaux au menu des échanges

Les discussions ont porté sur la régulation du marché. L'association dénonce une concurrence jugée déloyale et plaide pour des règles plus équilibrées entre les différents acteurs, face à certaines pratiques relevées chez des commerçants.

Les échanges avec l'Office Togolais des Recettes, OTR, ont aussi occupé une large place. Les grossistes et importateurs font état de difficultés lors des contrôles fiscaux. Ils appellent à un renforcement du dialogue avec l'administration afin de mieux comprendre les obligations et d'éviter les frictions.

Autre sujet abordé, l'avenir des commerçants au nouveau Grand Marché de Lomé. Les professionnels du pagne réclament plus de clarté sur les modalités d'attribution des espaces et sur les conditions d'installation, afin que leurs intérêts soient préservés dans le processus de

réaménagement.

La CCI-Togo promet des forums sectoriels

En réponse, la CCI-Togo s'est engagée à porter ces préoccupations auprès des autorités compétentes. L'institution prévoit également l'organisation prochaine de forums sectoriels. L'idée est de réunir les professionnels pour faire l'état des lieux, confronter les réalités du terrain et proposer des pistes de sortie de crise.

Le président de la CCI-Togo a par ailleurs présenté les réformes en cours et les projets d'accompagnement destinés aux opérateurs économiques. Des initiatives qui ont retenu l'attention des représentants de l'APCPHPS.

Une association de 141 membres actifs

Créée il y a environ douze ans, l'APCPHPS regroupe aujourd'hui 141 membres actifs. Il s'agit essentiellement de grossistes et de grandes importatrices installées au Grand Marché de Lomé.

La mission de l'association est de défendre ses adhérents contre la contrefaçon et les imitations de textiles. Elle les accompagne également sur les questions d'importation, de fiscalité et de réglementation du secteur. Un autre axe de travail porte sur la propriété intellectuelle, avec pour objectif de contribuer à la protection des marques et des motifs commerciaux.

TOGOREVEIL
Le pari d'une actualité qui réveille

Visitez notre page web

- Politique
- Education
- Culture
- Economie
- Société

www.togoreveil.com

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !

www.perspectiveinfo.com/togoreveil

TOGOREVEIL

DIRECTEUR DE PUBLICATION Germain POULI	DISTRIBUTION ET ABONNEMENT Tel: 22 36 18 58
COMITÉ DE RÉDACTION Komla YAWO Mirella SOGLO Lindou KAWANA Patrick Nima Peggy	02 BP 20061 LOMÉ Adresse 585, Avenue du Grand Séminaire Hédzrenawee face Cite VINS DÉTALIE Tel: 22 61 12 19 / 22 36 18 58 80 02 76 54 E-mail: gpouli@yahoo.fr
SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ Aissata TOURE	Tirage 4000 Exemplaires
SECRÉTARIAT Micheline MENSAH	IMPRIMERIE RAD GRAPHIC SARL U
INFOGRAPHIE Alex KPATIDE (91 77 28 84)	

« **Vacances actives en entreprise** » et Talent2Africa :

2 000 OPPORTUNITES DE STAGES CREEES POUR RAPPROCHER LA JEUNESSE TOGOLAISE DU MARCHE DU TRAVAIL

Le passage de la formation à l'emploi prend une nouvelle dimension au Togo. Le gouvernement, le secteur privé et les partenaires au développement intensifient leur collaboration pour multiplier les passerelles entre les établissements de formation et le monde professionnel.

Le jeudi 20 août 2026, à Lomé, le ministre délégué chargé de la Jeunesse et des Sports, Dr Abdul Fahd Fofana, a présidé une rencontre d'échanges réunissant l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), le Conseil national du patronat du Togo (CNP Togo), des entreprises et des partenaires au développement. Au cœur des discussions : la deuxième édition du programme « Vacances actives en entreprise » et le dispositif Talent2Africa, deux initiatives complémentaires qui visent à rapprocher les jeunes du marché du travail.



Vacances actives en entreprise : une immersion pour les étudiants

Après une première édition jugée encourageante en 2025, avec plus de 1 200 étudiants accueillis dans 260 entreprises, le programme change d'échelle en 2026. L'ambition est d'offrir à 1 500 étudiants une immersion

professionnelle d'un mois. Chaque bénéficiaire recevra une indemnité de 50 000 FCFA ainsi qu'une couverture sociale contre les risques professionnels.

Avant leur déploiement, les étudiants sélectionnés suivront une formation gratuite sur les compétences transversales et transitionnelles, afin de mieux préparer leur première immersion dans le monde professionnel. Ces stages de découverte permettront aux jeunes encore en formation

de confronter leurs connaissances théoriques aux réalités du terrain.

Talent2Africa : une expérience longue et approfondie

Le dispositif Talent2Africa, mis en œuvre avec l'appui de la Fondation Mastercard, cible les jeunes en fin de parcours académique. Il propose 500 stages d'une durée de douze mois, assortis d'une indemnité mensuelle de 125 000 FCFA. Ce programme offre une

expérience professionnelle plus longue et approfondie, constituant une étape décisive vers l'insertion dans le marché de l'emploi.

2 000 opportunités pour préparer l'avenir

Au total, les deux dispositifs représentent 2 000 opportunités de stages, avec une approche différenciée : permettre aux étudiants encore en formation de découvrir l'entreprise et

offrir aux jeunes diplômés une première véritable expérience professionnelle.

Pour le ministre Abdul Fahd Fofana, cette dynamique ne peut produire pleinement ses effets sans une implication forte du secteur privé. Il a appelé les entreprises à assurer aux stagiaires un encadrement de qualité et des missions en lien direct avec leur formation. Le ministre a également exprimé sa reconnaissance au Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, pour sa politique en faveur de la jeunesse, ainsi qu'à l'ANPE, au CNP Togo et aux partenaires engagés dans ces initiatives.

Derrière ces 2 000 opportunités, l'enjeu dépasse la simple question du stage. Il s'agit de réduire le décalage entre les compétences acquises en formation et les attentes du marché du travail. Avec Vacances actives en entreprise et Talent2Africa, le Togo entend donner aux jeunes un atout déterminant pour leur insertion professionnelle : l'expérience concrète en entreprise.

Togoreveil

Kpalimé :

GALA DE FOOTBALL DU CLUB RFI TOGO, REVEIL AC VAINQUEUR

Sport roi et grand rassembleur des jeunes, le football sert de canal à la Coordination nationale des Clubs RFI Togo, pour les sensibiliser sur le danger que représente le recours aux médicaments vendus dans la rue. La deuxième journée de la 8ème édition de sa Campagne de sensibilisation et de réflexion sur ces médicaments, en partenariat avec l'Ordre National des Pharmaciens du Togo (ONPT), avec l'appui de l'organisation mondiale de la santé (OMS), Camég, UK Partness, EGBER, Laborex, Voltic, Ramco et de la Fondation Brazzaville, le 22 août 2026, a été ainsi marquée par un Gala de football sur le Terrain municipal de Kpalimé.

8 équipes étaient dans le starting-block. Dream Team et Réveil AC ont su tirer leur épingle du jeu pour se retrouver en finale. A l'issue de cette finale, âprement disputée, se terminant sur un score nul et vierge, il a fallu recourir aux tirs aux buts. Réveil AC s'est imposé par 3 tirs contre 2. En plus du trophée, remis par M. Bienvenu AMOUH, président de la Coordination nationale des Clubs RFI Togo, Réveil AC a reçu deux ballons de football, un lot de 20 t-shirts à l'effigie du Club RFI Togo et de l'OMS, puis une boîte de canettes de jus de pêche. De son côté, Dream Team a été récipiendaire de 1 ballon de football, un lot de 20 t-shirts à l'effigie du Club RFI Togo et de l'OMS, puis une boîte de canettes de jus de pêche. La médaille de meilleur buteur a été



attribuée à Ouro Agoro Manaf de NSA, celles de meilleur joueur à Kossi Mawuena de Réveil AC, de meilleur gardien à Afan de Dream Team, de meilleur jeune joueur à Deblui Joseph, et de fair-play à Atakora Pierre de Dream Team.

A noter qu'avant la cérémonie de remise des prix, M. Alfred Nadjere, Porte-parole de

la coordination, a procédé à une séance de sensibilisation des joueurs et du public sur les faux médicaments.

La journée s'est clôturée en toute beauté avec un dîner offert par l'OMS à l'hôtel Evans Piazza, tant aux organisateurs qu'aux joueurs des deux équipes finalistes. Sans oublier le groupe folklorique Novissi

Bôbôbô d'Agôme Kpodji qui, la veille 21 août 2026 à l'hôtel Cristal, a animé la cérémonie d'ouverture de cette 8ème édition de sa Campagne de sensibilisation et de réflexion sur les faux médicaments. Laquelle campagne a ainsi pris fin sur une note de satisfaction générale.

B.A



Chers usagers de la route,
Présenter les gros billets au poste de péage, crée
l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la
perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie
selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et
citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner
en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de
péage.

**Ceci est un message de la Société Autonome de
Financement de l'Entretien Routier (SAFER)**

Une autre carte du monde :

DE LA REPRESENTATION A LA PERCEPTION, ET DE LA PERCEPTION AUX CONSEQUENCES ECONOMIQUES EN AFRIQUE ET AU TOGO

Par Koffi SODOKIN, Professeur, Maître de Conférences à l'Université de Lomé



La manière de représenter le monde agit sur la perception que nous en avons, et par elle sur ce que nous apprenons, les territoires que nous remarquons et les possibilités économiques que nous envisageons. Le 4 septembre 2026, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, sur proposition du Togo au nom du Groupe africain, la résolution « Correct the Map », qui encourage l'usage de projections respectant les proportions des surfaces, telle Equal Earth. Cette initiative invite à examiner le lien entre représentation et développement en suivant la chaîne qui conduit de l'information à la perception, de la perception à l'attention et à la confiance, puis de celles-ci aux décisions productives. La perception en constitue le maillon central, actif mais non déterminant, et c'est à lui que s'arrête aujourd'hui ce qui peut être établi. Si l'intérêt immédiat de la démarche est d'ordre pédagogique et diplomatique, ses retombées économiques demeurent subordonnées à des décisions concrètes, qu'il s'agisse de former, de produire des données utiles, de promouvoir des projets crédibles ou de mesurer les résultats sans confondre visibilité et prospérité.

1. Ce que les Nations unies ont réellement changé

C'est le 4 septembre 2026 que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, sur proposition du Togo agissant au nom du Groupe africain, le texte Correct the Map, qui a recueilli 164 voix favorables, une voix contre et six abstentions. L'Union africaine a expressément salué le rôle moteur du Togo dans cette mobilisation internationale [1, 2].

La résolution ne vise ni à redessiner les frontières, ni à déplacer les continents, ni à modifier leur superficie ; elle encourage l'usage de projections respectant les proportions des surfaces, au premier rang desquelles Equal Earth. Non contraignante, elle n'interdit pas Mercator et ne rend pas obligatoire une carte unique pour tous les usages [3]. L'expression de « nouvelle carte du monde », pour commode qu'elle soit, demeure donc impropre, puisqu'il s'agit d'une autre traduction graphique d'un même globe.

Cette distinction n'est pas sans portée économique. Le stock de capital, les terres

cultivables et les revenus des ménages demeurent en effet inchangés lorsque l'on substitue un planisphère à un autre. Un effet éventuel doit dès lors emprunter une chaîne identifiable, qui conduit d'une meilleure information à la modification des perceptions, puis aux décisions nouvelles et, en dernier ressort, aux activités productives. Chacun de ces passages mérite d'être établi plutôt que supposé.

2. Pourquoi l'Afrique semble retrouver sa taille

Toute représentation d'une surface courbe sur une feuille plane impose des déformations, de sorte qu'une projection se définit d'abord par les propriétés qu'elle choisit de préserver. Mercator conserve ainsi les angles localement et figure par des droites les trajectoires à cap constant, d'où son utilité maritime. En revanche, elle agrandit fortement les régions éloignées de l'équateur [4, 5].

Un calcul simple en rend compte. Dans la version sphérique de Mercator, dont l'échelle est exacte à l'équateur, le facteur local d'agrandissement des superficies s'écrit comme suit.

où la latitude mesure l'éloignement de

$$m(\varphi) = \frac{1}{\cos^2(\varphi)}$$

l'équateur. Une petite surface située à soixante degrés de latitude est ainsi dessinée quatre fois plus grande qu'une surface identique placée à l'équateur. À l'équateur, ce facteur est égal à l'unité. L'agrandissement affecte l'un et l'autre hémisphère et ne constitue donc pas une propriété réservée au Nord.

2.1. Deux projections, les mêmes territoires

Conçue en 2018 et présentée dans un article scientifique paru en volume en 2019, la projection Equal Earth conserve au contraire les rapports de superficie. Elle déforme certaines formes et ne préserve pas toutes les distances [6]. La figure 1 fait apparaître pourquoi le Groenland paraît comparable à l'Afrique sous Mercator, tandis que la figure 2, à surfaces équivalentes, restitue au continent une superficie environ quatorze fois supérieure à celle du Groenland. Il convient de comparer les territoires

à l'intérieur de chaque carte, et non de mesurer leur hauteur d'une image à l'autre. Les cartes utilisent les mêmes contours et la même couverture géographique ; aucun continent n'a été agrandi manuellement. C'est à cette précaution que tient la différence entre une comparaison cartographique et une illustration simplement persuasive.



FIGURE 1. Mercator : l'Afrique en aplat, le Groenland en hachures. Les angles locaux sont conservés ; les superficies sont déformées. Même fenêtre géographique : 60° Sud à 84° Nord, toutes les longitudes, sans l'Antarctique. Dans ces contours simplifiés,



le rapport des aires dessinées Afrique/Groenland est d'environ 0,92. Ces calculs pédagogiques ne sont pas des mesures cadastrales ; les formes ne sont pas étirées pour remplir le cadre. Sources : Natural Earth ; projection WGS84, EPSG:3395, calculs avec PROJ [7, 5]

FIGURE 2. Equal Earth : l'Afrique en aplat, le Groenland en hachures. Les rapports de superficie sont conservés ; certaines formes changent. Même fenêtre géographique que la figure 1. Dans ces contours simplifiés, le rapport des aires dessinées Afrique/Groenland est d'environ 13,57. Ces calculs pédagogiques ne sont pas des mesures cadastrales ; les formes ne sont pas étirées pour remplir le cadre. Sources : Natural Earth ; projection WGS84, EPSG:8857, calculs avec PROJ [7, 5]. 3. Le maillon perceptif, ou ce qu'une image plus juste modifie réellement

3. Le maillon perceptif, ou ce qu'une image plus juste modifie réellement

L'intuition est séduisante, selon laquelle un continent visuellement minoré risquerait d'être moins considéré. Une intuition ne suffit pourtant pas à établir une relation économique. Le maillon perceptif est en effet alimenté par bien d'autres sources que la carte, à savoir l'école, les médias, les voyages et les expériences personnelles.

Lapon, Ooms et De Maeyer ont étudié les estimations de superficies de plus de cent trente mille participants. Leur recherche constate des différences selon les projections, sans montrer que la carte mentale des

individus reproduit simplement une projection particulière [8]. Ce résultat invite à tenir la perception pour un maillon actif sans la croire déterminée par la seule projection.

L'enjeu éducatif excède donc le simple remplacement d'une affiche, puisqu'il porte sur la formation même des représentations, une carte devant permettre d'expliquer conjointement superficies, populations, revenus, climats et réseaux de transport. Une Afrique mieux représentée n'en demeure pas moins hétérogène sur le plan économique, deux territoires de dimensions comparables pouvant présenter des marchés, des infrastructures et des capacités productives profondément différents.

La réforme gagnerait ainsi à être conduite comme un exercice d'esprit critique, seul moyen d'agir sur la perception sans lui substituer une autre illusion. Pourquoi cette projection ? Pour quelle question ? Quelle information manque ? Apprendre à lire une carte, c'est aussi comprendre qu'un indicateur ne décrit jamais toute une société. Ce bénéfice pédagogique possède une valeur propre, même lorsqu'aucun supplément de croissance n'est immédiatement mesurable.

4. De la perception à l'attention, une économie de la prospection

Le passage de la perception à la décision emprunte d'abord l'attention, aucune entreprise ne pouvant examiner l'ensemble des marchés possibles. Une représentation renouvelée, accompagnée d'informations fiables, pourrait l'inciter à étudier un pays jusque-là négligé. L'effet porterait alors sur la recherche d'information et la prospection, et non sur l'ouverture immédiate d'une usine. La littérature économique a établi que les perceptions interviennent effectivement dans les échanges. Guiso, Sapienza et Zingales montrent, sur des relations entre pays européens, que la confiance bilatérale contribue à expliquer le commerce et les investissements internationaux [9]. Leur étude ne mesure toutefois aucun effet de Mercator, d'Equal Earth ou de la réforme africaine. Elle établit la plausibilité du maillon perceptif, non l'existence d'un dividende cartographique.

Un second canal, perceptif lui aussi, intéresserait le tourisme et les industries culturelles. Des supports mieux conçus peuvent aider à présenter des destinations distinctes, plutôt qu'un continent indifférencié. Mais une plus grande superficie perçue peut aussi évoquer des déplacements plus longs. Les effets dépendraient donc des informations sur les liaisons, les prix, la sécurité et les services disponibles.

Enfin, la mise à jour des supports pourrait susciter une demande de cartographes, d'éditeurs et de spécialistes des données. La valeur ajoutée resterait cependant faible si les pays importaient intégralement ces prestations. Former localement et autoriser la réutilisation des contenus ouvrirait une perspective plus durable que la multiplication d'achats ponctuels.

Il importe également de distinguer la création d'activité de son simple déplacement. Si une destination africaine devient plus visible et attire des visiteurs auparavant dirigés vers une autre, le pays bénéficiaire peut gagner sans que le tourisme continental augmente. À l'inverse, une information nouvelle peut susciter un voyage qui n'aurait pas eu lieu. Ces deux situations produisent des bénéfices différents et nécessitent des mesures distinctes.

Suite à la page 11

L'effet serait probablement hétérogène. Là où la contrainte d'information est forte (peu de données publiques, peu de représentations commerciales), les territoires les moins connus auraient le plus à gagner d'une meilleure présentation. Mais ceux qui disposent déjà de services commerciaux performants pourraient mieux convertir cette attention en contrats. La réforme n'est donc pas, à elle seule, un mécanisme de redistribution entre économies africaines.

Dans tous les cas, kilomètres carrés et débouchés commerciaux ne sont pas synonymes. La taille économique d'un marché dépend des revenus, de la demande accessible et des coûts nécessaires pour servir les clients. Une représentation fidèle améliore le diagnostic sans lever aucune de ces contraintes, ce qui borne le rendement économique du maillon perceptif.

5. Pour le Togo, convertir la reconnaissance en compétences

Le Togo bénéficie d'un avantage particulier, puisque son rôle de promoteur est officiellement reconnu [2]. Cette visibilité peut faciliter des échanges universitaires, des rencontres professionnelles et des partenariats techniques. Elle ne certifie toutefois ni la rentabilité de chaque projet national ni la qualité générale du climat des affaires.

Pour ce pays proche de l'équateur, l'avantage attendu tient donc davantage au leadership diplomatique qu'à une modification spectaculaire de son apparence sur la carte.

Une voie concrète serait d'associer cette reconnaissance au développement des métiers géographiques, comme la formation universitaire, la cartographie scolaire, les systèmes d'information géographique et l'analyse territoriale. Plutôt que créer une institution coûteuse, le pays pourrait commencer par renforcer les équipes existantes et financer des applications répondant à une demande vérifiable.

Ces applications pourraient servir à localiser les besoins scolaires, suivre les risques d'inondation ou mesurer l'accès aux marchés agricoles. Le cadre intégré d'information géospatiale des Nations unies insiste précisément sur les compétences, la coopération institutionnelle et l'utilisation des données dans la décision publique [10]. Il s'agit d'une politique de connaissance, distincte du choix d'un planisphère.

Le Togo dispose d'ailleurs d'une expérience instructive. Aiken et ses coauteurs ont étudié l'utilisation de données téléphoniques et d'apprentissage automatique pour cibler l'aide du programme Novissi. Leur dispositif

mobilisait également des estimations territoriales de richesse issues d'images satellitaires. Les performances variaient selon les méthodes de comparaison ; les nouveaux outils pouvaient améliorer certains ciblage réalisables sans remplacer toute information sociale [11].



FIGURE 3. Le Togo dans son voisinage. Carte de localisation simplifiée, projection UTM 31 Nord (WGS84). La position de Lomé est indicative ; la carte ne décrit ni les flux commerciaux ni les infrastructures. Source : Natural Earth [7].

La leçon est précise. Des données reliées à une décision peuvent améliorer l'action publique. Mais ces résultats antérieurs ne constituent pas une retombée de la résolution de 2026. Le lien proposé est stratégique et consiste à utiliser l'attention suscitée par la cartographie pour renforcer des capacités utiles.

Une première étape pourrait réunir enseignants, chercheurs et petites entreprises autour de supports scolaires ouverts et de formations courtes. Une deuxième sélectionnerait quelques besoins territoriaux précis, avec utilisateurs identifiés et budgets publiés. Une troisième évaluerait les services effectivement rendus avant toute extension. Cette progression limiterait le risque de financer une vitrine sans clientèle ni débouchés professionnels. La coopération régionale serait essentielle. Des outils compatibles entre administrations et partenaires peuvent être plus utiles que des plateformes nationales isolées. Le Togo pourrait promouvoir des échanges de compétences et des prestations partagées, en s'appuyant sur la reconnaissance obtenue. Ce positionnement resterait une proposition de politique publique, car la résolution ne lui attribue aucun monopole sur la production ou la commercialisation

des nouvelles cartes.

La figure 3 replace aussi le pays dans son environnement régional. Elle rappelle que la valorisation économique de sa position dépend de connexions effectives, de services fiables et de projets documentés. La notoriété peut ouvrir une conversation avec un partenaire ; seules des réalisations convaincantes peuvent la transformer en relation durable.

6. Des coûts réels et des bénéfices à partager

Une réforme symboliquement attractive n'échappe pas aux arbitrages budgétaires. Réviser les manuels, former les enseignants, organiser des rencontres et maintenir des bases de données mobilise de l'argent et du temps. Ces ressources ont d'autres usages possibles.

Pour le Togo, la Banque mondiale souligne l'importance de restaurer les marges budgétaires tout en préservant les investissements productifs et le capital humain [12]. Une transition intégrée au renouvellement normal des supports paraît donc préférable à leur remplacement précipité. Les dépenses devraient financer prioritairement des apprentissages et des services réutilisables.

La répartition des gains importe également. Une commande publique peut créer des revenus pour un fournisseur sans produire un bénéfice collectif supérieur à son coût. Les emplois annoncés doivent être distingués des emplois réellement supplémentaires. Et un pays peut supporter des dépenses diplomatiques dont les avantages sont diffusés à tout le continent. Enfin, développer les données géographiques exige de protéger les personnes. Localiser finement des ménages ne doit pas conduire à exposer leurs informations sensibles. Les capacités techniques doivent donc progresser avec la qualité des règles d'accès, la transparence des usages et les mécanismes de recours. Une meilleure carte ne justifie pas une surveillance accrue.

Ces arbitrages appellent enfin un suivi public de la dépense. Pour chaque poste, il faudrait préciser le problème traité, les bénéficiaires attendus et les résultats observables, puis rapprocher le coût des formations des compétences réellement utilisées, et celui des outils de leur fréquentation et de leur maintenance. Les annonces de conventions ne sont pas des investissements réalisés. Publier aussi les résultats décevants est la condition de la crédibilité du projet, non un exercice de communication.

7. Comment savoir si la réforme porte ses fruits ?

Les sources examinées ne permettent de chiffrer aucun gain de produit intérieur brut attribuable au changement de projection. La seule évaluation crédible suit donc les quatre maillons de la chaîne, un par un, en commençant par les résultats les plus proches de l'intervention, soit la compréhension des superficies, la qualité des enseignements, l'utilisation des ressources et les compétences acquises. Ces mesures relèvent des deux premiers maillons, l'information et la perception. Viendraient ensuite celui de la décision, avec les demandes d'information reçues et les partenariats effectivement engagés, puis celui de la production, avec les prestations facturées par des entreprises locales et emplois qualifiés occupés.

Une expérience pourrait présenter, par tirage au sort, Mercator ou Equal Earth à deux populations distinctes, des élèves du secondaire et des cadres d'entreprises exportatrices, tout en faisant varier séparément l'information sur le rôle du Togo. Elle distinguerait ainsi l'effet de la projection de celui de la reconnaissance diplomatique, tout en restant bornée au maillon perception, car, comme le rappellent Lapon, Ooms et De Maeyer, une projection ne détermine pas à elle seule la carte mentale d'un individu. Mesurer des démarches concrètes telles qu'une demande de documentation, une inscription à une formation ou une prise de contact commercial serait plus instructif que recueillir des impressions favorables.

Conclusion : rendre le continent visible

La réforme cartographique ne transforme pas directement l'économie africaine. Elle corrige une représentation des superficies et permet de mieux enseigner et de mieux coopérer. Pour le Togo, son intérêt économique dépendra de la conversion de la reconnaissance diplomatique en compétences, données et services utiles. Reconnaître cette réussite n'exige pas de promettre une croissance spectaculaire, car la chaîne qui relie une projection à un emploi compte quatre maillons dont seuls les deux premiers sont aujourd'hui engagés. Le véritable enjeu est désormais de faire correspondre la justesse des images à la qualité des décisions, en représentant l'Afrique à sa juste échelle, puis en donnant davantage de moyens à ceux qui la font vivre



CABINET DE GEOMATIQUE

Agoè-Nanegbé-Lomé-TOGO, non loin de la Station T-OIL NANEGBE,

☎ 00228 93 73 27 47 / 79 66 14 42 ☎ 91 15 53 39 🌐 afrimetinter@gmail.com 📘 afrimet

- Base de données Spatiales
- Base de données Informatique SQL
- Production Cartographique
- Traitement d'images satellitaires
- Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- Lotissements et financement de lotissements

- Levés et plans de terrains
- Géolocalisation de terrains perdus
- Conception de plans de maisons
- Achat et vente de terrains/maisons
- Suivi des titres fonciers
- Formations

- Systèmes d'Information Géographique (SIG)
- Cartographie
- Géométrie
- Topographie
- Base de données SQL
- Géolocalisation (GPS)
- Architecture

...Une Afrique des métiers

27 NOV
13 DEC
2026

F^{21^e}IRE

INTERNATIONALE
DE LOMÉ

Foire de toutes les opportunités

Thème

Lomé, Hub du commerce et des
 investissements en Afrique



+1300 Exposants | +800.000 Visiteurs | 900.000 m² d'Espace



EXPOSITIONS



RENCONTRES B2B



FORMATIONS



DIVERTISSEMENTS



+228 91207070 | 99207070 | 79500000 | www.cetef.tg | [Facebook](#) | [Twitter](#) | [Instagram](#) | cetef